

(1)

(N° 211.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 MARS 1914.

Budget du Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1914 (1)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VAN CAUWELAERT

MESSIEURS,

La Chambre a consacré plusieurs mois à l'examen d'une nouvelle loi organique de l'enseignement primaire. La discussion préparatoire du budget des Sciences et des Arts devait inévitablement en souffrir. Dans trois sections aucune observation n'a été présentée, dans les trois autres on en a présenté quatre en tout. Nous les mentionnerons plus loin.

Les votes se sont répartis comme suit :

- 1^{re} section : vote favorable par 11 voix contre 1.
- 2^e — rejet par 10 voix contre 8 et 1 abstention.
- 3^e — vote favorable à l'unanimité.
- 4^e — rejet par parité de voix.
- 6^e — vote approbatif par 15 voix contre 3.

La section centrale a adopté le budget par 5 voix contre 2.

PENSIONS ET SECOURS.

Un membre de la section centrale a exprimé le vœu que la liquidation des pensions allouées ou revues par la loi de 1912 se fasse avec plus de diligence. Beaucoup d'anciens instituteurs ou d'anciens professeurs d'école normale se trouvent dans une situation pénible. Le vote de la loi de 1912 devait leur apporter un grand soulagement, mais son application a subi

(1) Budget, n° 4^{XVII}.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Begeren, Masson, Ooms, Aneeele, Van Cauwelaert, Van Cleemputte.

des retards, qui pèsent d'autant plus douloureusement aux intéressés que rien ne pouvait les leur faire prévoir.

Un membre s'est demandé si le crédit prévu à l'article 8 pour les « primes d'encouragement aux caisses de pension des instituteurs libres constituées en sociétés mutualistes reconnues » aura encore sa raison d'être lorsque la nouvelle loi sur les pensions sera parvenue à sa pleine application.

SCIENCES ET LETTRES.

La section centrale s'est émue des plaintes multiples que le public continue à faire entendre au sujet du desarroi et de la lenteur des services à la Bibliothèque Royale. Il paraît que les réformes introduites dans les services, il y a peu d'années, n'ont pas remédié efficacement à la désorganisation de cette institution. La rédaction des catalogues avance avec lenteur. La dépense faite jusqu'à ce jour pour ce travail est considérable et le public attend en vain. Le visiteur de la Bibliothèque Royale est obligé d'indiquer à tout hasard l'ouvrage qu'il désire; il se tourne les pouces durant une demi-heure en attendant l'ouvrage demandé et s'estime heureux si après cela on ne lui apporte pas la nouvelle que la Bibliothèque ne le possède pas : sinon, il pourra à ses risques et périls renouveler sa demande et sa dose de patience. Cet état de choses est surtout préjudiciable pour le visiteur de province, qui ne peut fréquenter la bibliothèque qu'à de grands intervalles et qui désire légitimement ne pas gaspiller en inutiles expectations les rares heures passées à Bruxelles. La Bibliothèque Royale doit être une véritable institution nationale, et toute son organisation doit être orientée de façon à multiplier les services qu'elle peut rendre aux esprits studieux et aux savants du pays tout entier.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Dans la 4^e section un membre a rappelé à l'attention de M. le Ministre des Sciences et des Arts la question des traitements des professeurs d'université.

Cette question a déjà été soulevée à plusieurs reprises dans les discussions antérieures, et mérite de la part du Gouvernement un examen immédiat.

La question est double. Elle comprend à la fois la refonte des règlements sur la répartition du minerval et la revision du barème des traitements de base.

Nos professeurs ordinaires ne jouissent que d'un traitement de 7,000 fr. et les professeurs extraordinaires d'un traitement de 8,000 francs. Or le nombre des toges est limité et avant d'arriver à l'honneur du professorat véritable, nos maîtres universitaires ont enseigné, parfois durant de nombreuses années, avec le titre, et le traitement, plus modeste encore, de chargés de cours.

Le barème en vigueur date déjà du 14 mars 1863. Les traitements des magistrats furent revus depuis lors à deux reprises; tous les fonctionnaires publics reçurent de multiples et considérables augmentations, seuls les professeurs d'Université sont maintenus depuis un demi siècle, au même conditions.

Il est manifeste que cette situation n'est plus en rapport avec le taux actuel de la vie, ni avec le rang social qu'il convient d'assurer à un professeur d'Université.

Il est vrai que quelques-uns d'entre eux trouvent une compensation sérieuse dans des émoluments complémentaires, que d'autres peuvent se créer des ressources accessoires dans l'exercice d'une profession lucrative. Mais il n'est ni convenable ni avantageux pour le progrès des études d'obliger moralement nos professeurs d'Université à sacrifier la recherche scientifique à des préoccupations d'ordre matériel, ou de distraire les meilleurs professeurs des cours purement scientifiques en les poussant vers les cours généraux et élémentaires, parce que ceux-ci donnent un minerval plus élevé. Car les professeurs qui, dans notre système actuel, veulent se consacrer entièrement au culte de la science, mais dont la spécialité n'attire pas une jeunesse nombreuse, sont parfois condamnés à vivre véritablement dans la gêne.

Il convient donc d'augmenter le traitement des professeurs d'Université; mais il convient en même temps de répartir plus équitablement le minerval. Et la section centrale s'est unanimement ralliée à ce vœu.

Aujourd'hui, pour certains professeurs, le minerval peut n'atteindre que quelques centaines de francs. Pour d'autres il s'élève à des 10,000, des 11,000, des 12,000, voire des 14,000 francs et plus.

Ces avantages sont quelquefois doublés par des frais d'examen, d'un import tantôt moindre, tantôt égal ou supérieur au minerval. Mais toujours, grâce à notre régime organique de l'enseignement supérieur, il s'établit en faveur des mêmes professeurs, une espèce de parallélisme entre le minerval et les émoluments d'examen élevés.

Enfin, il s'y ajoute parfois des droits d'inscription aux exercices pratiques ou aux travaux graphiques, qui peuvent s'élever à plusieurs milliers de francs. De sorte que quelques professeurs ont, en dehors de leur traitement, des émoluments qui dépassent 20,000, 30,000, même 40,000 francs.

Ces hauts chiffres ne sont, il est vrai, atteints que très exceptionnellement. A Gand, aucun professeur n'atteint à un chiffre global de 30,000 francs. Mais quand on songe que dans les deux Universités de l'État un grand nombre de professeurs, et parmi les plus distingués, n'atteignent pas ou ne dépassent guère, tous émoluments réunis, 10,000 francs, on doit souhaiter que les inégalités du régime présent soient amoindries.

La section centrale s'est occupée également des abus qui ont été signalés l'année dernière dans l'usage et l'octroi des titres scientifiques. Elle a chargé son rapporteur d'insister de nouveau, et a exprimé à cette situation le vœu qu'il soit efficacement remédié.

Les observations que le rapport de l'année dernière contenait à ce sujet ont été discutées par des professeurs de l'Université, dans la presse périodique et quotidienne. Quelques-uns ont cru trouver chez le rapporteur un certain parti-pris contre la valeur scientifique de certains doctorats créés en dehors des cadres légaux. Le reproche est immérité; mais il s'explique, car l'exposé du rapport était incomplet et n'avait d'autre but que d'amorcer à la Chambre un débat, qui n'a pu avoir lieu.

Mais tous les hommes de science sont d'accord pour dire que la situation actuelle ne peut se prolonger et que des mesures s'imposent. Le mal est plus grave et plus général qu'on ne le croit. Dans tel institut, qui se pare du titre d'Ecole officielle de la Brasserie Belge, on confère le titre d'ingénieur des industries des fermentations à quiconque a suivi les cours durant trois années, pendant deux jours par semaine ! Dans telle autre école, située dans la province de Liège, on confère le titre d'ingénieur spécial de sucrerie après six mois d'études pratiques et théoriques ! Et l'on n'exige des récipiendaires qu'une instruction générale tout à fait élémentaire.

Un tel enseignement n'a rien d'universitaire. Il occupe à peine le niveau que doit atteindre une bonne école industrielle ou professionnelle, et l'on ne doit pas permettre qu'il puisse s'établir une confusion quelconque entre les diplômés de ces écoles et les ingénieurs universitaires.

En ce qui concerne le titre de docteur, le dernier rapport a montré à suffisance qu'on le galvaude. Et le mal empire toujours. Bientôt le titre de docteur ne sera même plus l'apanage exclusif de l'Université proprement dite et sera conféré, tout comme celui d'ingénieur, par des institutions privées qui n'offrent plus aucune garantie scientifique. Il s'est créé à Bruxelles, par exemple, une œuvre qui s'intitule : « Faculté internationale de Pédologie » et qui prétend décerner à ses élèves, sur présentation d'une thèse, le titre de docteur en sciences pédologiques. Déjà le titre a été conféré pour la première fois dans le courant de cet hiver, par un jury de personnes, dont je ne veux nullement contester le zèle scientifique, mais parmi lesquelles aucune n'appartient au cadre professionnel de nos quatre grandes Universités. Je ne fais usage de ce cas qu'à titre exemplatif. Les efforts réalisés par les initiateurs de cet institut pédologique sont dignes d'encouragement, mais il est déplorable cependant que nous ne disposions d'aucun moyen légal pour empêcher que des œuvres, comme celle-là, usurpent des prérogatives qui doivent appartenir à l'Université seule.

J'ai dit plus haut que certains partisans des doctorats scientifiques ont cru à tort que le rapport de l'année dernière voulait jeter quelque discrédit sur l'œuvre scientifique réalisée par certains instituts universitaires spéciaux. Il est incontestable que quelques-uns de ces instituts ont rendu à la science et à notre renommée scientifique des services éminents. Ils sont l'indispensable complément d'un régime légal trop étriqué et trop rigide. Mais on va aux excès quand on met tout le mal à charge des programmes et des titres légaux. Le mal est de part et d'autre. Il faudrait à la fois établir une séparation nette entre le diplôme de capacité professionnelle et le titre de docteur, et rendre l'accès du titre doctoral plus difficile dans les instituts où l'on ne délivre pas des diplômes légaux. Car dans les meilleures écoles scientifiques, on n'impose qu'une durée normale de trois années d'études pour l'obtention du grade de docteur et l'on n'exige pas avec une rigueur suffisante la preuve d'un enseignement moyen complet et solide.

La vraie solution, celle qui concilie à la fois les intérêts scientifiques et les intérêts professionnels, semble se trouver dans la séparation du diplôme final professionnel et du titre doctoral, en même temps que dans l'élargis-

sement des cadres des facultés existantes et une souplesse plus grande de nos programmes d'études.

On a parlé à ce propos d'autonomie universitaire. Il est certain que dans l'élaboration des programmes d'études, il convient d'écouter les hommes de science plutôt que les fonctionnaires de l'administration. La loi doit se contenter d'exiger certaines garanties, et en dehors de cela, laisser le champ suffisamment libre pour que les universités puissent suivre pas à pas la marche des découvertes scientifiques et les orientations nouvelles du haut enseignement. Mais ces garanties doivent être assez sévères pour couvrir les professeurs universitaires eux-mêmes contre les entraînements, auxquels le désir des nombreux auditoires pourrait les exposer.

Ces notes n'ont nullement la prétention d'épuiser un thème aussi important que celui de la réforme des études universitaires. Mais quelles que soient les divergences qui puissent séparer les universitaires au sujet de la formule d'avenir, tous sont d'accord pour souhaiter avec ardeur que le régime actuel soit soumis à bref délai à un examen complet et fécond.

Un membre de la 4^e section a insisté sur l'opportunité qu'il y aurait à donner aux facultés une part d'intervention plus grande dans la nomination des professeurs. Ce vœu a été repris et défendu également par un membre de la section centrale.

ENSEIGNEMENT MOYEN.

Un membre de la 6^e Section estime qu'il y a lieu de réorganiser le programme de l'enseignement moyen.

La section centrale partage cet avis, mais elle n'a pas cru devoir insister parce que la commission instituée pour l'étude de cette matière n'a pas achevé ses travaux. Elle souhaite que la commission achève ses discussions et que la Chambre soit bientôt mise à même d'étudier le programme de réformes qu'elle aura élaboré.

Un membre de la section centrale se plaint de ce que le Gouvernement, dans ses nominations aux écoles moyennes de l'État, accorde systématiquement ses préférences aux régents et aux régentes sortis des écoles normales libres et qu'il écarte les diplômés de ses propres instituts normaux.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Un membre attire l'attention de la section centrale sur le peu de diligence que le ministère met à examiner et approuver les plans de construction ou de reconstruction d'écoles. Ces lenteurs sont parfois très préjudiciables pour l'instruction populaire, mais aussi pour les finances des communes intéressées.

Un membre se plaint de la modicité des bourses d'études accordées aux étudiants de l'école normale de Gand. Il souhaite en même temps que l'on augmente le nombre et l'importance des bourses, destinées aux enfants pauvres qui voudraient suivre les cours d'un athénée ou s'inscrire à l'Université.

BEAUX-ARTS.

Un membre de la première section a soulevé la question de savoir à quel endroit serait érigé le monument du travail de Meunier. Le Gouvernement voudrait le placer à l'entrée du Bois de la Cambre, le conseil communal de Bruxelles préférerait le quartier du port. L'honorable membre exprime le vœu que la question ne tarde pas à recevoir une solution.

La section centrale s'est ralliée unanimement à ce vœu, mais entre les deux emplacements préconisés, elle préfère celui de l'entrée du Bois de la Cambre. Dans le voisinage du port, le monument ne trouvera pas les nombreux admirateurs qui viendront recueillir avec une même piété les leçons de vie et de beauté que ce monument dégage. Le quartier du port n'est guère fréquenté par les classes aisées, les visiteurs étrangers l'ignorent, et ce n'est pas aux heures où il doit trimer dur que l'ouvrier sera le plus sensible au rayonnement de cette grandiose glorification du travail. Le Bois de la Cambre au contraire est, aux heures de délassement, le rendez-vous de toutes les classes de la société et assure au monument Meunier à la fois un cadre magnifique et un culte continu.

Un membre de la section centrale désire savoir si, dans ses commandes aux artistes — sculpteurs, graveurs, peintres — le gouvernement procède suivant des règles déterminées ou suivant son inspiration du moment.

Un autre membre insiste sur l'augmentation des subsides de l'État au Conservatoire royal d'Anvers. Il est superflu, dit-il, de prouver la place éminente que ce conservatoire occupe dans notre enseignement et dans notre mouvement musical national. Le nombre de ses élèves est en augmentation constante et le classe en tête de tous les instituts similaires du pays. Son corps professoral est renommé. Or, des quatre grands conservatoires du pays, c'est lui qui reçoit le moins de subsides.

Le conservatoire de Bruxelles dispose dans le budget de 1914, d'un crédit de 175,000 francs; celui de Liège, de 95,835 francs; celui de Gand, de 60,595 francs; celui d'Anvers n'obtient que 60,000 francs. Cette situation est à la fois humiliante et injuste et il convient que le Gouvernement la fasse cesser.

* * *

Le Gouvernement a donné communication à la section centrale de divers amendements. Ces amendements, dont la teneur suit, n'exercent aucune influence sur les totaux du Budget et n'ont soulevé, à la section centrale, aucune objection.

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

Première section.
Dépenses ordinaires.

CHAPITRE I.

ADMINISTRATION CENTRALE.

ART. 2. — Traitements des fonctionnaires, employés et gens de service. Traitements de disponibilité fr. 657,575

On propose d'augmenter le crédit porté au projet de budget, d'une somme de 700 francs, transférée de l'article 62. Cette somme est nécessaire pour accorder une augmentation réglementaire de traitement à un professeur d'école normale, détaché provisoirement à l'administration centrale.

CHAPITRE III.

SCIENCES ET LETTRES.

ART. 15. — Observatoire royal de Belgique et Institut royal météorologique de Belgique : personnel, salaire des gens de service, traitements de disponibilité.

ART. 16. — Observatoire royal de Belgique et Institut royal météorologique de Belgique : frais de matériel; acquisition d'instruments; impressions.

Par arrêté royal du 31 juillet 1913, l'Observatoire de l'État, établi à Uccle, a été scindé en deux établissements distincts : l'Observatoire royal de Belgique et l'Institut royal météorologique de Belgique.

On propose de modifier le libellé des articles 15 et 16 en conséquence.

CHAPITRE VI.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

ART. 62. — Traitements et indemnités du personnel des établissements normaux de l'État. Traitements de disponibilité des membres du personnel des établissements

Eerste sectie.
Gewone uitgaven.

HOOFDSTUK I.

HOOFDBESTUUR.

ART. 2. — Jaarwedden der ambtenaren, beambten en bedienden. Jaarwedden van beschikbaarheid, fr. 657,575

HOOFDSTUK III.

WETENSCHAPPEN EN LETTEREN.

ART. 15. — Koninklijke Sterrenwacht van België en Koninklijk Weerkundig Instituut van België : personeel, loon der dienstlieden, jaarwedden van beschikbaarheid.

ART. 16. — Koninklijke Sterrenwacht van België en Koninklijk Weerkundig Instituut van België : kosten van materieel; aankoop van toestellen; drukwerk.

HOOFDSTUK VI.

LAGER ONDERWIJS.

ART. 62. — Jaarwedden en vergoedingen van het personeel van 's Staats normaalgestichten. Jaarwedden van beschikbaarheid der leden van het personeel der nor-

normaux de l'Etat. Cours temporaires et conférences d'initiation :

1° Pour le personnel de l'inspection et pour celui des écoles normales primaires ;

2° Pour les instituteurs et institutrices des écoles communales, des écoles adoptées et des écoles privées subsidiées. Indemnités aux personnes chargées de ces cours et conférences ou appelées à y assister. Indemnités aux membres des jurys chargés des examens de capacité pour l'enseignement de diverses branches ayant fait l'objet de cours normaux temporaires. Frais divers. Subsidés aux chefs des établissements normaux pour couvrir une partie des frais des écoles d'application. (Y compris une somme de 30,000 francs en charge temporaire). 931.300 fr.

maalgestichten van den Staat. Tijdelijke normaalleergangen en inleidingvoordrachten : 1° ten bate van het personeel van het toezicht en der lagere normaalscholen ; 2° ten bate der onderwijzers en onderwijzeressen der gemeente, aangenomen en vrije gesubsidieerde scholen. Vergoedingen aan de leden der jurys belast met het afnemen der examens van bekwaamheid voor het onderwijs van verschillende vakken, in de tijdelijke normaalleergangen onderwezen. Kosten van verschillenden aard. Toelagen aan de bestuurders der maalgestichten om een deel der kosten van de oefenscholen te dekken. (Inbegrepen eene som van 30,000 frank als tijdelijke last).

Fr. 931,300 »

Le crédit porté au projet de budget est diminué d'une somme de 700 fr. transférée à l'article 2.

Le Rapporteur,

Frans VAN CAUWELAERT.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.

(1)

(N^o 244.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 MAART 1944.

Begrooting van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten
voor het dienstjaar 1944 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER VAN CAUWELAERT.

MIJNE HEEREN,

Verscheidene maanden werden door de Kamer besteed aan de behandeling eener nieuwe wet tot regeling van het lager onderwijs. Dat moest onvermijdelijk nadeelig zijn voor de voorbereidende behandeling der Begrooting van Wetenschappen en Kunsten. In drie afdeelingen werd geen enkele aanmerking aangevoerd, in de overige drie werden er in 't geheel vier in het midden gebracht. Wij vermelden ze hierna.

De stemmingen werden uitgebracht zooals volgt :

- 1^{ste} afdeeling : de begrooting wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 4 ;
- 2^e — verworpen met 10 stemmen tegen 8 en 4 onthouding ;
- 3^e — aangenomen met algemeene stemmen ;
- 4^e — verworpen bij staking van stemmen ;
- 5^e — aangenomen met algemeene stemmen min ééne ;
- 6^e — aangenomen met 15 stemmen tegen 3.

In de Middenafdeeling werd de begrooting aangenomen met 5 stemmen tegen 2.

PENSIOENEN EN HULPGELDEN.

Een lid van de Middenafdeeling sprak den wensch uit, dat de pensioenen, verleend of herzien krachtens de wet van 1912, spoediger uitgekeerd wor-

(1) Begrooting, n^o 4^{XVII}.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren Nerinx, voorzitter, Begerem, Masson, Ooms, Anseele, Van Cauwelaert, Van Cleemputte.

den. Tal van gewezen onderwijzers of van gewezen leeraars aan normaalscholen verkeerden in een bezwaarlijken toestand. Door het invoeren van de wet van 1912 moest hun toestand in groote mate verzacht worden, doch bij de toepassing daarvan kwamen vertragingen voor, welke voor de belanghebbenden des te pijnlijker vielen daar zij ze niet konden voorzien.

Een lid vroeg zich af, of het krediet, dat in artikel 8 is uitgetrokken voor de « aanmoedigingspremiën aan de pensioenkassen der vrije onderwijzers, opgericht als erkende mutualiteiten », nog zijne reden van bestaan zal hebben, wanneer de nieuwe wet op de pensioenen gansch zal worden toegepast.

WETENSCHAPPEN EN LETTEREN.

De Middenafdeeling werd getroffen door de veelvuldige en herhaalde klachten van het publiek over de ontredde en de traagheid in den dienst der Koninklijke Bibliotheek. Het schijnt dat de hervormingen, die enkele jaren geleden werden ingevoerd, niet op afdoende wijze den verwarden toestand aldaar hebben verholpen. Het opstellen van de catalogen gaat traag vooruit. Aanzienlijke uitgaven werden daartoe tot dusverre gedaan en het publiek wacht immer vruchteloos. De bezoeker van de Koninklijke Bibliotheek is verplicht, het werk, dat hij verlangt, op goed geluk aan te duiden; een half uur lang kan hij zijn vingers staan tellen in afwachting dat het aangevraagde boek hem wordt gebracht, en hij mag zich gelukkig heeten, zoo men hem daarna niet komt melden dat de Bibliotheek het boek niet bezit: zoo niet, kan hij, op eigen gevaar af, zijne vraag herhalen en weer wat geduld oefenen. Die toestand is vooral onaangenaam voor den bezoeker die niet te Brussel woont: deze kan slechts van tijd tot tijd ter Bibliotheek komen en terecht wil hij de enkele uren, te Brussel doorgebracht, niet verknoeien. De Koninklijke Bibliotheek moet eene echte nationale instelling zijn en hare gansche inrichting moet er op gericht zijn, steeds meer diensten te bewijzen aan leergierige geesten en aan de geleerden van gansch het land.

HOOGER ONDERWIJS.

In de 4^{de} afdeeling vestigde een lid nogmaals de aandacht van den Minister van Wetenschappen en Kunsten op de quaestie van de jaarwedden der hogeschoolleeraars.

Die quaestie werd reeds herhaaldelijk behandeld bij de voorgaande beraadslagingen en verdient dat de Regeering ze onmiddellijk onderzoekt.

De quaestie is tweevoudig. Zij omvat de herziening van de reglementen betreffende de verdeling van het minerval en tevens van den loonstandaard der aanvangswedden.

Onze gewone professoren trekken slechts eene wedde van 7,000 frank en de buitengewone lecrars eene wedde van 5,000 frank. Het aantal leerstoelen is echter beperkt, en, alvorens werkelijk professor te worden benoemd, hebben onze hogeschoolleeraars soms gedurende ettelijke jaren onderwijs gegeven met den titel en de nog geringere jaarwedde van docent.

De bestaande loonstandaard dagteekent van 14 Maart 1863. Sedert werden de jaarwedden der magistraten tot tweemaal toe herzien; al de openbare ambtenaren ontvingen herhaaldelijk aanzienlijke verhoogingen: alleen de hoogleeraars staan sedert eene halve eeuw nog altijd op dezelfde wedde.

Blijkbaar strookt deze toestand niet meer met de huidige levensduurte, noch met den maatschappelijken rang, dien men aan een universiteitsleeraar moet verzekeren.

Het is waar, sommigen onder hen genieten eene niet onaanzienlijke vergoeding door bijkomende wedden; anderen kunnen zich extra-inkomsten verzekeren door het uitoefenen van een winstgevend beroep. Het is echter noch betamelijk, noch voordeelig voor den vooruitgang der studiën, onze universiteitsleeraars zedelijk te verplichten, de wetenschappelijke studie te verwaarloozen wegens beslommeringen van stoffelijken aard of de beste leerkrachten af te trekken van de zuiver wetenschappelijke leergangen en ze te drijven naar de algemeene en elementaire leergangen, omdat deze een hooger minerval opbrengen. Inderdaad, de leeraars die, in den huidige toestand, zich geheel willen wijden aan het beoefenen der wetenschap, doch wier speciaal vak de jonge lieden niet talrijk doet opkomen, zijn soms gedwongen in een verlegen toestand te leven.

De jaarwedde van de universiteitsleeraars moet dus verhoogd worden; tevens dient het minerval te worden verdeeld op meer billijke wijze. Tot dezen wensch trad de Middenafdeeling eenparig toe.

Thans kan, voor sommige leeraars, het minerval slechts enkele honderden frank bedragen. Voor anderen bereikt het 10,000, 11,000, 12,000, zelfs 14,000 frank en meer.

Soms zijn die voordeelen nog verdubbeld door de examengelden die nu minder, dan evenveel ofwel meer bedragen dan het minerval. Doch altijd, dank zij onze organieke regeling van het hooger onderwijs, bestaat er, bijna bestendig, ten voordeele van dezelfde leeraars, eene gelijke verhouding tusschen het minerval en de hoge examengelden.

Eindelijk komen er somtijds inschrijvingsrechten bij voor de practische oefeningen of de graphische werkzaamheden, welke rechten verscheidene duizenden frank kunnen opbrengen, zoodat enkele leeraars, buiten hunne jaarwedde, bijwedden genieten die 20,000, 30,000, zelfs 40,000 frank overschrijden.

Het is waar, deze hoge bedragen worden slechts zeer uitzonderlijk bereikt. Te Gent komt geen enkel leeraar tot de globale som van 50,000 fr. Doch, wanneer men nagaat dat, in de beide Staatsuniversiteiten, voor tal van leeraars, en wel voor de meest uitstekende, de volledige wedde, bijwinsten inbegrepen, niet 10,000 frank bereikt of ternauwernood overschrijdt, dan moet men wenschen dat de ongelijkheden van de huidige regeling verminderd worden.

De Middenafdeeling hield zich insgelijks bezig met de verleden jaar aangeklaagde misbruiken in het gebruik en het toekennen van de wetenschappelijke titels. Zij heeft haar verslaggever den last gegeven, nogmaals aan te dringen, en drukte den wensch uit dat deze toestand op afdoende wijze geholpen worde.

De bedenkingen, die hieromtrent in het verslag van verleden jaar voorkwamen, werden door universiteitsleeraars besproken in de tijdschriften en dagbladen. Eenige onder hen dachten dat de verslaggever eenigszins vooringenomen was tegen de wetenschappelijke waarde van sommige doctoraten, ingesteld buiten deze voorzien bij de wet. Het verwijt is niet verdiend, het kan echter worden verklaard, doordien de uiteenzetting der zaak in het verslag onvolledig was en geen ander doel had dan in de Kamer een debat in te leiden, dat niet kon plaats hebben.

Al de mannen van wetenschap zijn het nochtans eens om te zeggen dat de huidige toestand niet kan blijven bestaan en dat maatregelen dienen te worden genomen. Het kwaad is erger en algemeener dan men denkt. In eene onderwijsinstelling, welke zich ooit met den titel « Ecole officielle de la Brasserie Belge », verleent men den titel van ingenieur der gistingsbedrijven aan al wie twee dagen per week de leergangen heeft gevolgd gedurende drie jaar. In eene andere school, gelegen in de provincie Luik, verleent men den titel van bijzonder ingenieur der suikernijverheid, na zes maanden praktische en theoretische studiën ! Van de recipiendi wordt enkel een algemeen en volkomen elementair onderwijs vereischt.

Soortgelijk onderwijs is hoegenaamd geen universitair onderwijs. Ternauwernood staat het op 't peil, dat eene goede nijverheids- of vakschool moet bereiken, en het mag niet toegelaten worden dat men eenigszins kunne verwarren tusschen de gediplomeerden van die scholen en de ingenieurs uit de hoogescholen.

Wat den titel van doctor betreft, heeft het laatste verslag genoegzaam bewezen dat men er mede te kwistig omgaat. En het kwaad neemt steeds meer toe. Weldra zal de titel van doctor niet meer uitsluitend door de eigenlijk gezegde universiteit verleend worden, maar wel, evenals die van ingenieur, door bijzondere instellingen, welke niet den minsten waarborg in wetenschappelijk opzicht geven. Zóó, bijvoorbeeld, kwam te Brussel, onder den naam : « Faculté internationale de Pédologie » eene inrichting tot stand, die aan hare leerlingen den titel van « doctor in pedologische wetenschappen » wil verleen op verdediging van een proefschrift. Reeds werd, voor de eerste maal, in den loop van dezen winter de titel verleend door eene jury, bestaande uit personen, wier wetenschappelijke bedrijvigheid ik geenszins betwisten wil, doch onder welke niet één behoort tot het beroepskader van onze vier groote Hoogescholen. Op dit geval wijs ik enkel om een voorbeeld te geven. De pogingen van de oprichters dezer pedologische instelling dienen te worden aangemoedigd ; het is echter te betreuren dat wij over geen enkel wettelijk middel beschikken om te beletten dat inrichtingen zooals de bovengemelde, zich rechten toeëigenen, welke alleen de Universiteit moeten behooren.

Ik zegde hierboven dat sommige aanhangers van de wetenschappelijke doctoraten ten onrechte geloofden dat het verslag van verleden jaar de waarde van het wetenschappelijk werk, door sommige bijzondere instituten bij de hoogescholen tot stand gebracht, in eenige mate wilde onderschatten. Onbetwistbaar hebben eenige dezer instellingen uitstekende diensten

bewezen aan de wetenschap en aan onze wetenschappelijke faam. Ze zijn de onontbeerlijke aanvulling van eene al te enge en al te onbuigzame wettelijke regeling. Doch men overdrijft wanneer men al het kwaad ten laste legt van de programma's en van de wettelijke titels. Het kwaad ligt aan beider zijden.

Men zou een duidelijk onderscheid moeten maken tusschen het diploma van beroepsbekwaamheid en den titel van doctor en tevens het bekomen van den doctorstitel moeilijker maken in de instituten waar men geene wettelijke diploma's aflevert. Immers, in de beste scholen wordt slechts een normale duur van drie studiejaren opgelegd voor het bekomen van den graad van doctor en men is er te toegevend, wat betreft het bewijs van een volledig en degelijk middelbaar onderwijs.

De ware oplossing, deze waarbij de wetenschappelijke belangen en tevens de beroepsbelangen in acht worden genomen, schijnt te liggen in de afscheiding van het eindberoepsdiploma en van den doctorstitel, evenals in de verruiming van de kaders der bestaande faculteiten en in eene grootere afwisseling van onze leerprogrammas.

Men heeft te dien aanzien gesproken van de zelfstandigheid der hoogeschoolen. Het is zeker dat men bij het opmaken der leerprogramma's, de mannen der wetenschap moet raadplegen eer dan de ambtenaren van het hoofdbestuur. De wet moet enkel zekere waarborgen eischen, en buiten dat, moet zij het veld open laten opdat de hoogeschoolen stap voor stap den gang der wetenschappelijke ontdekkingen en der nieuwe richtingen in het hoger onderwijs kunnen volgen. Doch die waarborgen moeten streng genoeg zijn om te beletten dat de hoogleeraars zelf door het verlangen naar een talrijk auditorium tot al te groote toegeeflijkheid mochten aangezet worden.

Wij zijn niet zoo aanmatigend, met deze nota's alles te willen zeggen over een zoo belangrijk punt als is de hervorming der hoogeschoolstudiën. Echter, hoe uiteenlopend ook de meeningen der hoogleeraren zijn betreffende de formule voor de toekomst, toch koesteren zij eenparig het vurig verlangen, dat de huidige regeling aan een ernstig en grondig onderzoek onderworpen worde.

Een lid van de vierde afdeeling heeft aangedrongen op de noodzakelijkheid, aan de faculteiten meer meezeggenschap te geven in het benoemen van de leeraars. Dit verlangen werd ook herhaald en verdedigd door een lid van de Middenafdeeling.

MIDDELBAAR ONDERWIJS.

Een lid van de zesde afdeeling is van oordeel, dat het programma van het middelbaar onderwijs zou moeten hervormd worden.

De Middenafdeeling is ook van die meening, maar zij dacht niet te moeten aandringen, omdat de Commissie, ingesteld om dit vraagstuk te onderzoeken, hare werkzaamheden nog niet geëindigd heeft. Zij drukt den wensch uit, dat de Commissie zoodra mogelijk met haren arbeid klaar kome en de Kamer weldra in de gelegenheid worde gesteld, het door haar opgemaakt programma van hervorming in te studeeren.

Een lid van de Middenafdeeling klaagt er over, dat de Regeering, bij de benoemingen in de middelbare scholen van den Staat, stelselmatig de voorkeur schenkt aan regenten en regentessen, die uit de vrije normaalscholen komen, en dat zij de gediplomeerden uit hare eigen normalscholen achterstelt.

LAGER ONDERWIJS.

Een lid vestigt de aandacht van de Middenafdeeling op het feit, dat het Ministerie niet met den vereischten spoed overgaat tot het onderzoek en de goedkeuring van de plans tot het bouwen of het herbouwen van scholen. Deze traagheid is dikwijls zeer nadeelig niet alleen voor het volksonderwijs, maar ook voor de financiën der belanghebbende gemeenten.

Een lid klaagt over het gering bedrag van de studiebeurzen verleend aan de studenten der Gentsche normaalschool. Tevens drukt hij den wensch uit, dat men het aantal en het bedrag verhooge van de beurzen, bestemd voor de onvermogende kinderen die verlangen de leergangen van een atheneum te volgen of zich als student eener hoogeschool te doen inschrijven.

SCHOONE KUNSTEN.

Door een lid van de eerste afdeeling werd de vraag opgeworpen, op welke plaats het monument van den Arbeid, door Meunier, zal opgericht worden. De Regeering zou verlangen het te plaatsen aan den ingang van Terkamerenbosch; de Gemeenteraad van Brussel verkiest de wijk der Zeehaven. Het achtbaar lid uit den wensch, dat de zaak eerlang opgelost worde.

Eenparig sloot de Middenafdeeling zich bij dezen wensch aan, doch tusschen de twee aangeprezen plaatsen verkiest zij deze aan den ingang van Terkamerenbosch. In de nabijheid der Zeehaven zal het monument ontsnappen aan de aandacht van de talrijke bewonderaars die met een gelijke piëteit zullen komen genieten de lessen van leven en van schoonheid, welke dit monument meebrengt. De wijk van de Zeehaven wordt geenszins door de gegoede klassen bezocht, de vreemde bezoekers kennen haar niet en niet binnen de uren dat hij hard moet arbeiden zal de werkman het meest gevoelig zijn voor de uitstraling van die grootsche verheerlijking van den arbeid. Terkamerenbosch is daarentegen, gedurende de ontspanningsuren, de vergaderplaats van al de klassen der samenleving en het verzekert aan het monument Meunier eene prachtige omgeving en tevens eene bestendige vereering.

Een lid van de Middenafdeeling verlangt te weten of de Regeering, wanneer zij bestellingen doet aan de kunstenaars — beeldhouwers, etsers, schilders — handelt naar bepaalde regelen of naar hare ingeving van het oogenblik.

Een ander lid dringt er op aan, dat 's Rijks toelagen aan het Koninklijk Conservatorium van Antwerpen verhoogd worden. Hij zegt, dat het overbodig is te betoogen welke verheven plaats dit conservatorium in het onderwijs en in de beweging van onze nationale muziek inneemt. Het aantal leerlingen neemt gestadig toe en uit dien hoofde staat het aan het hoofd van

al de gelijksoortige instellingen van het land. Zijn leeraarskorps is beroemd. Welnu, van de vier groote conservatoriums in het land ontvangt dat van Antwerpen de geringste toelagen.

Op de Begrooting voor 1914 is voor het Conservatorium van Brussel uitgetrokken een krediet van 175,000 frank; voor dit van Luik, een krediet van 95,835 frank; voor dit van Gent, een krediet van 60,595 frank; het Conservatorium van Antwerpen bekomt slechts 60,000 frank. Deze toestand is vernederend en tevens onbillijk; de Regeering dient daaraan een eind te stellen.

*
* * *

De Regeering heeft aan de Middenafdeeling kennis gegeven van onderscheidene amendementen. Door deze amendementen, waarvan de tekst hierna is overgenomen, worden de eindeijfers der Begrooting niet gewijzigd; in de Middenafdeeling gaven zij geen aanleiding tot aanmerkingen.

AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE REGEERING.

Première section. Dépenses ordinaires.	Eerste sectie. Gewone uitgaven.
CHAPITRE I.	HOOFDSTUK I.
ADMINISTRATION CENTRALE.	HOOFDBESTUUR.
ART. 2. — Traitements des fonctionnaires, employés et gens de service. Traitements de disponibilité fr. 657,575	ART. 2. — Jaarwedden der ambtenaren, beambten en bedienden. Jaarwedden van beschikbaarheid, fr. 657,575

Er wordt voorgesteld, het krediet, op het ontwerp van begrooting uitgetrokken, te verhoogen met eene som van 700 frank, vroeger behoorende tot artikel 62. Deze som is noodig om eene jaarweddeverhooging volgens het reglement te verleenen aan een leeraar eener normaalschool, die tijdelijk werkzaam is bij het hoofdbestuur.

CHAPITRE III.	HOOFDSTUK III.
SCIENCES ET LETTRES.	WETENSCHAPPEN EN LETTEREN.
ART. 15. — Observatoire royal de Belgique et Institut royal météorologique de Belgique : personnel, salaire des gens de service, traitements de disponibilité.	ART. 15. — Koninklijke Sterrenwacht van België en Koninklijk Weerkundig Instituut van België : personeel, loon der dienstlieden, jaarwedden van beschikbaarheid.
ART. 16. — Observatoire royal de Belgique et Institut royal météorologique de Belgique : frais de matériel; acquisition d'instruments; impressions.	ART. 16. — Koninklijke Sterrenwacht van België en Koninklijk Weerkundig Instituut van België : kosten van materieel; aankoop van toestellen; drukwerk.

Bij koninklijk besluit van 31 Juli 1913 werd 's Rijks Sterrenwacht, te Ukkel, gesplitst in twee onderscheidene inrichtingen : de Koninklijke Sterrenwacht van België en het Weerkundig Instituut van België.

Er wordt voorgesteld, den tekst van de artikelen 15 en 16 in dien zin te wijzigen.

CHAPITRE VI.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

ART. 62.— Traitements et indemnités du personnel des établissements normaux de l'Etat. Traitements de disponibilité des membres du personnel des établissements normaux de l'Etat. Cours temporaires et conférences d'initiation :

1^o Pour le personnel de l'inspection et pour celui des écoles normales primaires ;

2^o Pour les instituteurs et institutrices des écoles communales, des écoles adoptées et des écoles privées subsidiées. Indemnités aux personnes chargées de ces cours et conférences ou appelées à y assister. Indemnités aux membres des jurys chargés des examens de capacité pour l'enseignement de diverses branches ayant fait l'objet de cours normaux temporaires. Frais divers. Subsidés aux chefs des établissements normaux pour couvrir une partie des frais des écoles d'application. (Y compris une somme de 30,000 francs en charge temporaire). 951,300 fr.

HOOFDSTUK VI.

LAGER ONDERWIJS.

ART. 62. — Jaarwedden en vergoedingen van het personeel van 's Staats normaalgestichten. Jaarwedden van beschikbaarheid der leden van het personeel der normaalgestichten van den Staat. Tijdelijke normaalleergangen en inleidingvoordrachten : 1^o ten bate van het personeel van het toezicht en der lagere normaalscholen ; 2^o ten bate der onderwijzers en onderwijzeressen der gemeente-, aangenomen en vrije gesubsidieerde scholen. Vergoedingen aan de personen belast met die leergangen en voordrachten op opgeroepen om ze bij te wonen. Vergoedingen aan de leden der jurys belast met het afnemen der examens van bekwaamheid voor het onderwijs van verschillende vakken, in de tijdelijke normaalleergangen onderwezen. Kosten van verschillenden aard. Toelagen aan de bestuurders der normaalgestichten om een deel der kosten van de oefenscholen te dekken. (Inbegrepen eene som van 30,000 frank als tijdelijke last).

Fr. 951,300 »

Het krediet, op het ontwerp van begrooting uitgetrokken, is verminderd met eene som van 700 frank, overgeschreven op artikel 2.

De Verslaggever,

Frans VAN CAUWELAERT.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.